



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 11 SEPTEMBRE 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 11TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS.

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Clarke Place Investments Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept août 1943, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, William Patrick Creagh, *clerc-avocat*, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, conduire et se livrer, de toute manière, à des opérations et fonctions d'une compagnie de portefeuille et de contrôle, sous le nom de "Clarke Place Investments Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception de ses employés actuels ou de ses anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie ou qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi, sera limité à vingt.

Letters Patent

"Clarke Place Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1943, incorporating: Herbert William Jackson, manager, William Patrick Creagh, law clerk, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company, under the name of "Clarke Place Investments Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of its Shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be Shareholders of the Company, shall not exceed twenty.

Il est interdit de faire aucun appel au public pour faire souscrire aux actions ou débetures de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4412 P. FRENETTE.

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited.

The chief place of business of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4412-o Assistant Deputy Attorney General.

"Frank Spain Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept août 1943, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat, Clarice Hilda Wylie et Madeline Frances Brennan, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce qui consiste à tenir un magasin à rayons, sous le nom de "Frank Spain Co. Ltd.", avec un capital total de cent mille dollars (\$100,000), divisé en mille (1000) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Aucun transfert de ses actions ne sera fait sans une approbation antérieure du bureau des directeurs;

Le nombre de ses actionnaires est limité à vingt;

Toute invitation au public pour souscrire à aucunes de ses actions ou débetures est prohibée.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4413 P. FRENETTE.

"Frank Spain Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1943, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate, Clarice Hilda Wylie and Madeline Frances Brennan, stenographers, spinners of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a Departmental Store business, under the name of "Frank Spain Co. Ltd.", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

No transfer of its shares may be made without the prior approval of the Board of Directors;

The number of its shareholders is limited to twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any of its shares or debentures is prohibited.

The head office of the company will be at La Tuque, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4413-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Hôtel Windsor de Valleyfield Limitée"
"Valleyfield Windsor Hotel Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour d'août 1943, constituant en corporation: J.-Albert Leduc, agent, Dame Jeanne Lebeuf, épouse commune en biens dudit J.-Albert Leduc, et Joseph Blais, gérant, tous trois de Valleyfield, district de Beauharnois, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer, exercer le commerce d'hôtel avec tous les privilèges attachés à ce genre de commerce, conformément aux licences dont jouira ladite compagnie, sous le nom de "Hôtel Windsor de Valleyfield Limitée"—"Valleyfield Windsor Hotel Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4414-o P. FRENETTE.

**"Hôtel Windsor de Valleyfield Limitée"
"Valleyfield Windsor Hotel Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1943, incorporating: J.-Albert Leduc, agent, Dame Jeanne Lebeuf, wife common as to property of the said J.-Albert Leduc, and Joseph Blais, manager, all three of Valleyfield, District of Beauharnois, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, direct, manage, carry on the hotel business, with all the privileges attached to such kind of business, in conformity with the licenses which the said company may enjoy, under the name of "Hôtel Windsor de Valleyfield Limitée"—"Valleyfield Windsor Hotel Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Valleyfield, in the District of Beauharnois, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4414 Assistant Deputy Attorney General.

"Jean-Baptiste Dubé, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour d'août 1943, constituant en corporation: Jean-Baptiste Dubé, industriel, de la cité de Montréal, Lucien Dubé, commis, de Mont-Laurier, et Marie-Claire Cinq-Mars, fille majeure usant de ses droits, sténographe, de la cité d'Outremont, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois de toutes espèces; Manufacturer, acheter, vendre en détail et en gros, importer et exporter du bois de toutes espèces et articles en bois de tout genre, sous le nom de "Jean-Baptiste Dubé, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4415-o P. FRENETTE.

"Jean-Baptiste Dubé, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1943, incorporating: Jean-Baptiste Dubé, manufacturer, of the City of Montreal, Lucien Dubé, clerk, of Mont-Laurier, and Marie-Claire Cinq-Mars, spinster in use of her rights, stenographer, of the City of Outremont, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in lumber of every kind; To manufacture, purchase, sell, wholesale and retail, import and export all kinds of wood and all kinds of wooden articles, under the name of "Jean-Baptiste Dubé, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"La Piste de Course La Salle, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour d'août 1943, constituant en corporation: Dr Maurice Lacharité, médecin, Léo Blais, marchand, et Walter Murphy, cultivateur, tous de Ville LaSalle, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des courses publiques en voiture, en hiver et en été, et exercer ce genre de sport sous toutes ses formes;

Donner et tenir des cirques et expositions agricoles, industrielles et autres;

Donner et tenir tous genres de jeux athlétiques ou joutes publiques, sous le nom de "La Piste de Course La Salle, Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en cinquante (50) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune et trois cent cinquante (350) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Les pouvoirs demandés ne pourront en aucune façon être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ville LaSalle, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4416-o P. FRENETTE.

"La Piste de Course La Salle, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1943, incorporating: Dr. Maurice Lacharité, physician, Léo Blais, merchant, and Walter Murphy, farmer, all of the Town of LaSalle, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on public races, in vehicle, winter and summer, and carry on such kind of sport under all the forms thereof;

To give and hold circuses and agricultural, industrial and other exhibitions;

To give and carry on all kinds of athletic games or public matches, under the name of "La Piste de Course La Salle, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into fifty (50) preferred shares of a par value of fifty dollars (\$50.) each, and three hundred and fifty (350) common shares of a par value of fifty dollars (\$50.) each.

The powers applied for shall not in any manner be interpreted as permitting gambling games, games of chance or mixed games of chance and skill.

The head office of the company will be at the Town of LaSalle, District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Les Chantiers Gagnon, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour d'août 1943, constituant en corporation: J.-Adélaïde Gagnon, industriel, Joseph-Philippe Gonthier, comptable, tous deux de Dolbeau, et Haldage Laflamme, commerçant, de Saint-Félicien, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

"Les Chantiers Gagnon, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1943, incorporating: J.-Adélaïde Gagnon, manufacturer, Joseph-Philippe Gonthier, accountant, both of Dolbeau, and Haldage Laflamme, trader, of Saint-Félicien, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, transformer, travailler le bois de toute manière et sous toutes ses formes; en faire des meubles, boîtes, récipients d'emballage, articles de sports et autres:—planches, dormants, pilotis, madriers, bardeaux, lattes, marqueterie; faire le commerce de marchandises en bois, de bois de construction, bois de charpente, bois de pulpe; devenir propriétaires de scieries, acheter, vendre et faire généralement le commerce de limites forestières, limites à bois de pulpe, permis de coupe de bois de charpente, terres à bois; fabriquer et vendre tous autres produits ou sous-produits du bois et tous les articles et les matériaux dans lesquels il entre en tout ou en partie du bois, de la pulpe, ou du papier, ou pour la fabrication desquels, le bois, la pulpe ou le papier, sont requis ou peuvent être utilisés;

Faire le transport des marchandises et des personnes tant pour l'usage de la compagnie que pour d'autres, soit par terre ou par air:—exercer le commerce de voiturier-public;

Exercer le commerce de tenancière d'hôtels, d'hôtellerie, de restaurants et de maison de pension, sous le nom de "Les Chantiers Gagnon, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents dollars (\$99,500.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune et neuf cent cinquante (950) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Dolbeau, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4417-o P. FRENETTE.

"Le Service Familial de Québec"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour d'août 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Tremblay, Juge des Sessions de la Paix, Jean Grégoire, médecin et sous-ministre de la Santé, et Jean-Marie Guérard, avocat, Conseil en loi du Roi, tous de la cité et du district de Québec, Province de Québec, dans les buts suivants:

Aider la famille et travailler à son relèvement moral et social;

Aider les individus, pères, mères, enfants dont la vie est désorganisée;

Travailler et collaborer avec d'autres œuvres à l'amélioration des conditions morales, sociales et physiques des individus et des familles;

Encourager, propager, organiser et diriger l'éducation et l'entraînement au service social;

Secourir et réhabiliter les filles-mères;

Aider au placement d'enfants dans les familles et les institutions, sous le nom de "Le Service Familial de Québec".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars.

Le bureau principal de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4418-o P. FRENETTE.

To manufacture, transform and work wood in every manner and under all the forms thereof; to use it in the making of furniture, boxes, packing containers, sporting goods and other articles;—boards, ties, piles, planks, shingles, laths, marquetry; to deal in wooden merchandise, lumber, timber, pulp-wood; to become saw-mill owners, purchase, sell and deal generally in timber limits, pulp-wood limits, licenses to cut timber, wooded lands; to manufacture and sell any other wood products or by-products, and any articles and materials wherein there may enter, in whole or in part, wood, pulp or paper, or in the manufacturing whereof wood, pulp or paper may be required or be used;

To carry on the transportation of merchandise and persons, both for the use of the company and for others, either by land or by air:—to carry on the business of public carriers;

To carry on the business of hotel, hostelry, restaurant and boarding-house keepers, under the name of "Les Chantiers Gagnon, Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand five hundred dollars (\$99,500.), divided into four hundred and fifty (450) common shares of a par value of ten dollars (\$10.) each, and nine hundred and fifty (950) preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Dolbeau, District of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Le Service Familial de Québec"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Thomas Tremblay, Judge of the Sessions of the Peace, Jean Grégoire, physician and Deputy-Minister of Health, and Jean-Marie Guérard, advocate, King's Counsel, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To aid the family and endeavour to raise the social and moral standard thereof;

To aid individuals, fathers, mothers, children, whose lives may be disorganized;

To work and collaborate with other works for the improvement of the moral, social and physical conditions of individuals and of families;

To encourage, propagate, organize and direct education and social service training;

To assist and rehabilitate un-wed mothers;

To aid in the placing of children in families and institutions, under the name of "Le Service Familial de Québec".

The amount to which the annual revenues of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Québec, District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Linière Lumber Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour d'août 1943, constituant en corporation: Louis-P. Bolduc, Philéas Caron et William Gagnon, commerçants de bois, de St-Athanase, comté de Kamouraska, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme commerçants, producteurs et contracteurs de bois sous toutes ses formes, sous le nom de "Linière Lumber Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste-Marie, dans le district de Beauce, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4419-o P. FRENETTE.

"Stanstead Historical Society"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept août 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Erastus Phelps Ball, vétérinaire, de Rock Island, P.Q.; Arthur Chester Cowles, banquier, de Derby Line, Vermont; William Alfred Abbott, huissier; Jessie Maud Colby, Mary Flint, filles majeures; Arthur Elbert Curtis, Homer George Curtis, William Lee Heath, Trueman Lee Quimby et Joseph Albert Peasley, cultivateurs; Felix Winfield Hackett, John Thomas Hackett, avocats et conseils en loi du Roi; John Calvin Holland, imprimeur; Ruth Stevens Lamb, Sybil Hackett Parsons, veuves; Gertrude Belle Terrill, fille majeure, maîtresse de poste; et John Albert Tilton, manufacturier; tous de Stanstead, province de Québec, dans les buts suivants:

Rechercher et conserver l'histoire de Stanstead et des cantons environnants et entretenir la mémoire de leurs pionniers;

Favoriser, poursuivre et encourager l'étude de l'histoire de Stanstead et des cantons environnants, et, par l'enseignement, l'exemple et des recherches, créer et développer l'intérêt dans cette étude, sous le nom de "Stanstead Historical Society".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Stanstead, district de St-François, Province de Québec, Canada.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4420 P. FRENETTE.

"Three Rivers Fuel & Lumber Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'août 1943, constituant en corporation: Hervey-E. Howe, marchand de bois, de la cité des Trois-Rivières, J.-Rosaire Laquerre, rentier, et Carolus Bouchard, mesureur

"Linière Lumber Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1943, incorporating: Louis-P. Bolduc, Philéas Caron and William Gagnon, lumber merchants, of St-Athanase, County of Kamouraska, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, producers and contractors, under all the forms thereof, under the name of "Linière Lumber Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.) each.

The head office of the company will be at Ste-Marie, in the District of Beauce, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4419 Assistant Deputy Attorney General.

"Stanstead Historical Society"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Erastus Phelps Ball, Veterinary, of Rock Island, P.Q.; Arthur Chester Cowles, Banker, of Derby Line, Vermont; William Alfred Abbott, Bailiff; Jessie Maud Colby, Mary Flint, Spinsters; Arthur Elbert Curtis, Homer George Curtis, William Lee Heath, Trueman Lee Quimby and Joseph Albert Peasley, Farmers; Felix Winfield Hackett, John Thomas Hackett, Advocates and King's Counsels; John Calvin Holland, Printer; Ruth Stevens Lamb, Sybil Hackett Parsons, Widows; Gertrude Belle Terrill, Spinster, Postmistress; and John Albert Tilton, Manufacturer; all of Stanstead, Province of Quebec, for the following purposes:

To seek out and preserve the story and keep alive the memory of the pioneers of Stanstead and neighbouring Townships;

To promote, pursue and encourage a study of the history of Stanstead and surrounding Townships and by precept, example and research create and develop interest therein, under the name of "Stanstead Historical Society".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$25,000.00.

The head office of the corporation will be at Stanstead, in the District of St. Francis, Province of Quebec, Canada.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4420-o Assistant Deputy Attorney General.

"Three Rivers Fuel & Lumber Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1943, incorporating: Hervey-E. Howe, lumber merchant, of the City of Trois-Rivières, J.-Rosaire Laquerre, annuitant, and Carolus Bouchard, culler, the two latter of the

de bois, ces deux derniers de la paroisse de Batis-
can, comté de Champlain, tous trois de la pro-
vince de Québec, dans les buts suivants:

Faire et opérer le commerce du bois dans toutes ses catégories, bois de construction, bois de pulpe, bois de charpente, et spécialement le bois de corde ou bois de chauffage, sous le nom de "Three Rivers Fuel & Lumber Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4421-o P. FRENETTE.

"Zephyr Radio Corp. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf août 1943, constituant en corporation: Myer Hershorn, marchand, Henry Haffmans, technicien en radio, et Harold Lehrer, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'appareils de radio, radiotéléphones, téléphones sans-fils, appareils de haut-parleurs et de toutes sortes d'installations et appareils de radio et de sans-fils, appareils électriques, dispositifs, pièces et parties d'iceux, toutes pièces d'appareils de radio, radiotéléphones, téléphones sans-fils, accessoires et morceaux qui se rapportent au radio et tous appareils utilisés dans la fabrication et l'installation d'appareils de radio, radiotéléphones, téléphones sans-fils et haut-parleurs et installer et faire la démonstration d'appareils de radio, radiotéléphones, téléphones sans-fils, systèmes radiophoniques et de sans-fils et de l'outillage de radio et d'appareils de sans-fils.

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce de toutes sortes d'instruments électroniques pour utilisation médicale, sous le nom de "Zephyr Radio Corp. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf août 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4422 P. FRENETTE.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Nicolet, Cour Supérieure, N° 1477. Dame Lucille Hébert, domiciliée et résidant à St-Grégoire, district de Nicolet, épouse commune en biens de Henry Poirier, commerçant de St-Grégoire, district de Nicolet, demanderesse; vs Henry Poirier, de St-Grégoire, district de Nicolet, défendeur.

Parish of Batiscan, County of Champlain, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the lumber business, in all the classes thereof, timber, pulp-wood, lumber and especially cord or fire-wood, under the name of "Three Rivers Fuel & Lumber Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be in the City of Trois-Rivières, District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4421 Assistant Deputy Attorney General.

"Zephyr Radio Corp. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1943, incorporating: Myer Hershorn, merchant, Henry Haffmans, radio technician, and Harold Lehrer, salesman, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of radio machines, radio telephones, wireless telephones, loud-speaking apparatus and all kinds of radio and wireless equipment and apparatus, electrical machines, appliances, fixtures and parts thereof, all parts of radio machines, radio telephones, wireless telephones, radio accessories and supplies and all apparatus used in the manufacture and installation of radio machines, radio telephones, wireless telephones, and loud-speaking equipment, and to install and demonstrate radio machines, radio telephones, wireless telephones, radio and wireless systems, and radio and wireless equipment.

To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in all kinds of electronic instruments for medical use, under the name of "Zephyr Radio Corp. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1943.

P. FRENETTE,
4422-o Assistant Deputy Attorney General.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Nicolet, Superior Court, No. 1477. Dame Lucille Hébert, of St-Grégoire, district of Nicolet, wife common as to property of Henry Poirier, trader of St-Grégoire, district of Nicolet, Plaintiff; vs Henry Poirier, of St-Grégoire, district of Nicolet, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Nicolet, ce 4^{ième} jour de septembre 1943.

Les procureurs de la demanderesse,
4434-o GAUDET & VIGEANT.

An action of separation as to property has been instituted this day, in this cause.

Nicolet, the 4th of September 1943.

GAUDET & VIGEANT,
4434-o Attorneys for plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 2583

Québec, le 8 septembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-fondus de Québec 1941, chapitre 163), le Syndicat des Employés de magasins de Sherbrooke inc. a présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2331, du 17 juin 1940 et amendements, relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke et un rayon de trois (3) milles de ses limites;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 10 juillet 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé la mise en vigueur des amendements proposés dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 27 juillet 1943;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 2331 soit modifié de la façon suivante:

1.—Le premier alinéa du paragraphe "e" de l'article III est remplacé par le suivant:

"e.—La durée totale régulière du travail hebdomadaire pour les salariés est de cinquante-quatre (54) heures, réparties selon l'horaire prévu au paragraphe "a" du présent article."

2. Les alinéas "i" et "iii" du paragraphe "a" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"i.—Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.; le mercredi: de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.;"

"iii.—Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;"

3.—Le paragraphe "c" de l'article III est remplacé par le suivant:

"c.—Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants:

1.—*Fêtes religieuses*: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, toute la journée, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

2.—*Fêtes légales*: Jour de Victoria (24 mai), la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (premier juillet), la fête du Travail et le jour d'Actions de Grâces (fixé par proclamation).

Order in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2583

Quebec, September 8, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree relating to groceries, butcher shops and grocery-restaurants in the City of Sherbrooke and a radius of three (3) miles from its limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), "Le Syndicat des Employés de Magasins de Sherbrooke, inc." has presented to the Minister of Labour a request to modify the decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, relating to groceries, butcher shops and groceries-restaurants in the City of Sherbrooke and a radius of three (3) miles from its limits;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on July 10, 1943;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board for Quebec has authorized the enforcement of the amendments contained in the said request by a decision taken at its meeting of July 27, 1943;

It is ordered, consequently, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2331 be modified in the following manner:

1.—The first paragraph of subsection "e" of section III is replaced by the following:

"e.—The total regular weekly duration of labour for the employees is fifty-four (54) hours, distributed according to the daily working hours mentioned in subsection "a" of the present section."

2.—Paragraphs "i" and "iii" of subsection "a" of section III are replaced by the following:

"i.—On Monday, Tuesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.; on Wednesday: from 8.00 a.m. to 1.00 p.m.;"

"iii.—On Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;"

3.—Subsection "c" of section III is replaced by the following:

"c.—Moreover, no work shall be performed on Sunday and on:

1.—*Religious holidays, namely*: New Year's Day, Epiphany, Good Friday, all day, Ascension, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day.

2.—*Legal holidays, namely*: Victoria Day (May 24th), St. John the Baptist Day (June 24th), Dominion Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day (date fixed by proclamation).

Lorsque les fêtes ci-haut décrites tombent le dimanche, le lendemain (lundi) doit être chômé toute la journée."

4.—Le premier alinéa de l'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV.—Tout employé embauché ou employé de façon intermittente ou spécialement, en plus du personnel régulier, à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaine, ou travaillant moins de cinquante-quatre (54) heures par semaine, par manqué d'ouvrage ou autres raisons, dans l'établissement où ses services sont requis, est considéré comme employé supplémentaire ou surnuméraire et son salaire ne doit pas être inférieur aux taux suivants."

4430-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

When the legal or religious holidays hereabove mentioned fall on Sunday, the following Monday shall be observed instead, all day."

4.—The first paragraph of section XIV is replaced by the following:

"XIV.—Any employee hired or employed intermittently or specially, in excess of the regular staff, on particular circumstances or for some parts of the week, or working less than fifty-four (54) hours in any one week, on account of lack of work or some other reasons in the establishment where his services are required, shall be considered as extra or supernumerary employee and be paid the following minimum rates."

4430-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Loi du régime des eaux courantes
Chapitre 98, S.R.Q. 1941

FORME 1

1—(Article 8)

Avis de la demande du dépôt des plans et devis.

Avis public est, par les présentes, donné, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie Belleterre Quebec Mines, Limited, de la ville de Belleterre, du comté de Témiscamingue, se propose de demander l'autorisation de construire un barrage en béton et une usine d'énergie électrique d'une capacité de 2800 chevaux-vapeurs sur le cours d'eau connu comme étant la rivière Winneway, lequel traverse le lot 53, rang 8, canton de Devlin, comté de Témiscamingue.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis de ces travaux indiquant l'emplacement choisi pour la construction d'iceux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Témiscamingue à Ville-Marie, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

BELLETERRE QUEBEC MINES, LIMITED,
4367-35-4 Belleterre, Québec.

Bureau-Chef

CHILDS (QUEBEC) REALTY LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Childs (Quebec) Realty Ltd., constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 29 juin 1943, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son siège social à 516 rue McGill, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Miscellaneous Notice

Water-Course Act
Chapter 98, R.S.Q. 1941

FORM 1

1—(Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act that the Belleterre Quebec Mines, Limited, of the town of Belleterre, of the county of Témiscamingue, intends to apply for authorization to have constructed a concrete dam and power house having a capacity of 2800 Horse Power, on the water course known as the Winneway River, which flows through Lot 53, Range 8, Township of Devlin, County of Témiscamingue.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Témiscamingue at Ville-Marie, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BELLETERRE QUEBEC MINES, LIMITED,
4367-35-4-o Belleterre, Québec.

Chief-Office

CHILDS (QUEBEC) REALTY LTD.

Notice is hereby given that Childs (Quebec) Realty Ltd., incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on June 29th, 1943, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 516 McGill Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à New York, N. Y., ce 12ème jour d'août 1943.

Dated at New York, N. Y., this 12th day of August, 1943.

4435 Le président,
E. C. FIELD.

4435-o E. C. FIELD,
President.

Charte—Abandon de

Charter—Surrender of

D'ARCY & COMPANY, LTD.

D'ARCY & COMPANY, LTD.

La compagnie "D'Arcy & Company, Ltd.", constituée par lettres patentes émises par l'honorable Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 14ème jour de juillet A.D. 1932, donne, par les présentes, avis public qu'elle a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte et son annulation, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

The Company "D'Arcy & Company, Ltd.", incorporated by Letters Patent issued by the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 14th day of July A.D. 1932, does hereby give notice that it intends to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and secure its cancellation, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act after such date which he may be pleased to fix.

Daté à Montréal, P.Q., ce 3ème jour de septembre 1943.

Dated at Montreal, P.Q., this 3rd day of September 1943.

4426-o La secrétaire,
MADELINE BRENNAN.

4426-o MADELINE BRENNAN,
Secretary.

Demande à la Législature

Application to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que Apostolic Church of Pentecost, dûment incorporée sous les lois du Dominion du Canada, s'adressera à la législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de reconnaître la dite église comme corporation ecclésiastique et d'accorder à ses membres le droit de tenir des registres des actes de l'état civil.

Public notice is hereby given that Apostolic Church of Pentecost, duly incorporated under the laws of the Dominion of Canada, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to recognize it as an Ecclesiastical Corporation and to grant its members the right to keep Registers of Acts of Civil Status.

Montréal, 19 août, 1943.

Montreal, August 19th, 1943.

Le procureur du requérant,
LOUIS E. CURRAN.

LOUIS E. CURRAN,
Attorney for Petitioner.

266 rue Saint-Jacques-ouest,
Montréal. 4348-35-4-o

266 St. James Street, West,
Montreal. 4348-35-4-o

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Mégantic, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Joseph de Coleraine" et que son principal siège d'affaires est à St-Joseph de Coleraine, comté de Mégantic.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the County of Megantic, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Joseph de Coleraine" and that its principal place of business is at St-Joseph de Coleraine, County of Megantic.

Le ministre autorise la formation de cette société.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Québec, ce vingt-huitième jour d'août 1943.

Quebec, August 28th, 1943.

4423-o Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

4423 ADRIEN MORIN,
Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 43-SP-XV

Order No. 43-SP-XV

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 8 septembre, 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, commissaire, Alphonse Savoie, secrétaire et Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de St-Jérôme, et en coopération avec la Commission des prix et du commerce en temps de guerre;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs, les distributeurs de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

2. Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de St-Jérôme).

3. La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend la ville de Saint-Jérôme.

La présente ordonnance entre en vigueur le 18 septembre 1943.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie
4436-o laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 43-SP-XVI

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 8 septembre, 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, commissaire, Alphonse Savoie, secrétaire et Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Magog, et en coopération avec la Commission des prix et du commerce en temps de guerre;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs, les distributeurs

Meeting of Wednesday, Sept. 8, 1943, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté, Commissioner, Alphonse Savoie, Secretary and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of St-Jérôme, and in co-operation with the Wartime Prices and Trade Board;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, the distributors of dairy products and the producer-suppliers must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impractical or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

2. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon, and after seven o'clock in the afternoon (Official St-Jérôme time).

3. The region of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, includes the town of Saint-Jérôme.

The present order comes into force on September 18th, 1943.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
4436-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 43-SP-XVI

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, Sept. 8, 1943, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté, Commissioner, Alphonse Savoie, Secretary and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Magog, and in co-operation with the Wartime Prices and Trade Board;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, the distributors of

de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

2. La région de Magog comprend la cité de Magog.

La présente ordonnance entre en vigueur le 18 septembre 1943.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
4437-o laitière.

dairy products and the producer-suppliers must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impractical or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

2. The region of Magog includes the city of Magog.

The present order comes into force on September 18th, 1943.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. Émile NADEAU, president,
JULES CÔTÉ.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry Commission.
4437-o

Département de l'Instruction publique

N° 1015-38

Québec, le 7 septembre 1943.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Paul l'Ermitte, dans le comté de l'Assomption, les parties du lot N° 141 appartenant à M. J.-Hector Archambault, la succession Ferdinand Sénécal et à M. Antonio Archambault; le lot N° 142 du cadastre officiel de la paroisse de Repentigny pour les annexer à la municipalité scolaire de Repentigny-les-Bains, même comté.

4428-37-2-o

Department of Education

No. 1015-38

Quebec, September 7, 1943.

Application is made to detach from the school municipality of St-Paul l'Ermitte, in the county of l'Assomption, the parts of lot No. 141 belonging to Mr. J. Hector Archambault, the Estate Ferdinand Sénécal and to Mr. Antonio Archambault; lot No. 142 of the official cadastre of the parish of Repentigny to annex them to the school municipality of Repentigny-les-Bains, same county.

4428-37-2

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), que le règlement ci-après mentionné a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2580, du 8 septembre 1943, et ajouté à la constitution et aux règlements du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2478, du 27 août 1943.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes dudit règlement ont été déclarées obligatoires:

"15.—*Certificate of qualification*:—Le comité paritaire décide que le certificat de qualification soit rendu obligatoire pour tous les barbiers, coiffeurs ou coiffeuses assujettis au décret numéro 1823, du 10 juillet 1943, et dont le métier exige un apprentissage, lorsqu'il est exercé dans la cité

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), that the by-law hereinafter mentioned has been approved by Order in Council number 2580, of September 8, 1943, and added to the constitution and by-laws of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Salaberry of Valleyfield, approved by Order in Council number 2478, of August 27, 1943.

According to the Act, the following provisions of the said by-law have been declared obligatory:

"15.—*Certificate of competency*:—The Parity Committee decides that the certificate of competency be rendered obligatory for all barbers, male and female hairdressers governed by the decree number 1823, of July 10, 1943, and whose trade requires an apprenticeship, when carried

de Salaberry de Valleyfield et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites et dans la ville de Beauharnois et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de ses limites."

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1943. 4431-0

AVIS D'AMENDEMENT DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du District des Cantons de l'Est, dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2602, du 8 octobre 1942, ont été amendés par l'addition d'un nouveau règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2581, du 8 septembre 1943.

Le sous-ministre adjoint,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1943. 4433-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 1764, du 2 septembre 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2483 du 27 août 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1943 au 10 septembre 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi: minimum de \$0.50 de l'heure.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le comité paritaire et le faire parvenir audit comité à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis

on in the City of Salaberry of Valleyfield and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits and in the town of Beauharnois and the territory comprised in a radius of three (3) miles from its limits."

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1943. 4431-0

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and the by-laws of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, whose corporate seat is in the City of Sherbrooke, approved by Order in Council number 2602, of October 8, 1942, have been amended by the adding of a new by-law approved by Order in Council number 2581, of September 8, 1943.

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1943. 4433-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 1764, of September 2, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 2483, of August 27, 1943, in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from September 10, 1943, to September 10, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed: minimum of \$0.50 per hour.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money collected for the given period.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and transmit it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall retain, from the wages of each one of his employees governed

par le décret les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1943, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1944.

Est annexé au présent règlement un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1943 et le 10 septembre 1944.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DE SOREL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1943 et le 10 septembre 1944.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels (1/2 de 1%).....	\$ 875.00
Cotisations des salariés (1/2 de 1%)..	875.00
Honoraires d'examens.....	200.00
	<u>\$ 1,950.00</u>

Dépenses:

Salaire du secrétaire-gérant et inspecteur.....	\$ 1,560.00
Frais légaux.....	200.00
Vérification.....	20.00
Papeterie, timbres etc.....	60.00
Divers.....	110.00
	<u>\$ 1,950.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 11 septembre, 1943. 4432-0

Département du Trésor
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que The New Zealand Insurance Company Limited, enregistrée sous le N° 456, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement N° 1559, qui l'autorise à compter du 5 avril 1943, à réaliser dans la Province de Québec des opérations relatives aux genres d'assurance suivants:

Incendie et accessoirement — agitation civile, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, grêle, ouragan, perte de ou dommage causé à la propriété par des véhicules, tremblement de

by the decree, the sums owed to the Parity Committee and mail them to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is required.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations on the following dates: December 31, 1943, March 31, June 30 and September 30, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1943, and September 10, 1944.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY
OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1943, and September 10, 1944.

Receipts:

Professional employers' assessments (1/2 of 1%).....	\$ 875.00
Employees' assessments (1/2 of 1%)..	875.00
Examinations.....	200.00
	<u>\$ 1,950.00</u>

Expenses:

Salaries: Secretary-manager and inspector.....	\$ 1,560.00
Legal charges.....	200.00
Audition.....	20.00
Stationary, stamps, etc.....	60.00
Miscellaneous.....	110.00
	<u>\$ 1,950.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1943. 4432-0

Department of Treasury
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Notice is hereby given that The New Zealand Insurance Company Limited, registered under No. 456, has obtained the license and certificate of registration No. 1559, authorizing it, as from April 5th 1943, to transact in the Province the following classes of insurance:

Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, limited or inherent explosion, loss of or damage to property caused by vehicles, sprinkler leakage, windstorm; Automobile; Inland Transportation;

terre; Automobile; Biens mobiliers; Bris de glace; Responsabilité civile; Transport intérieur; Vol.

Le bureau principal d'affaires de la compagnie dans la Province est fixé à 465 St-Jean, dans la cité de Montréal.

La Compagnie a nommé M. Geoff. W. Hadrill, 465 St-Jean, Montréal, son agent principal et procureur dans la Province.

Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par l'arrêté ministériel N° 2227, daté du 19 août 1943, a exempté la compagnie de faire un dépôt chez le Trésorier de la Province.

Donné, ce cinquième jour d'avril 1943 au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

J.-A. PARADIS,

L'Assistant Surintendant des assurances,
4389-36-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Personal Property; Plate Glass; Public Liability; Theft.

The principal place of business of the Company in the Province is situate at 465 St. John, in the city of Montreal.

The Company has appointed Mr. Geoff. W. Hadrill, 465 St. John, Montreal, its principal agent or attorney in the Province.

The Lieutenant-Governor-in-Council, by Order in Council No. 2227, dated August 19th 1943, has exempted the Company from making the deposit with the Treasurer of the Province.

Given this fifth day of April 1943 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

J.-A. PARADIS,

Assistant Superintendent of Insurance,
4389-36-2-o For the Treasurer of the Province.

Nominations

Québec, le 2 septembre 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 août 1943, de nommer M. Abondius Ethier au poste de président des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Janvier, paroisse, dans le comté de Terrebonne.

N° 1036-el.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 27 août 1943, de nommer MM. Elisé Boisjoli et Lucien Lavallée au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Lavaltrie, village, dans le comté de Berthier. 4427-o

Appointments

Quebec, September 2nd, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 27th, 1943, to appoint Mr. Abondius Ethier, President of School Commissioners for the school municipality of St-Janvier, Parish, in the County of Terrebonne.

No. 1036-el.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 27th, 1943, to appoint Messrs. Elisé Boisjoli and Lucien Lavallée, School Commissioners for the school municipality of Lavaltrie, Village, in the County of Berthier. 4427

Vente pour taxes municipales

Province de Québec, District de Chicoutimi.

COMMISSION SCOLAIRE DE HARVEY

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du deux septembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de Harvey, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à Saint-Fulgence, le 5 OCTOBRE 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires de l'année 1942-1943 et des années antérieures, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Xavier Gobeil.—Le lot numéro 25, rang 3.
2. Joseph Tremblay "Gothe".—Une ferme comprenant les lots 9a et 9b du rang 1, et la demie ouest du lot numéro 10 du rang A.

Sauf à distraire, en faveur de Aïsta Desgagné, veuve de François Gagné, ou représentants, un lopin de terre faisant partie du lot numéro 9a du 1er rang, mesurant 100 pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin actuel et l'ancien chemin, le côté ouest dudit terrain étant à environ 2 perches du gros ruisseau

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec, District of Chicoutimi.

SCHOOL COMMISSION OF HARVEY

Public notice is hereby given, that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the second of September, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the School Commission of Harvey, with interest and costs and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the Council Room, at Saint-Fulgence, on the FIFTH of OCTOBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all school taxes for the year 1942-1943 and previous years, shall have been paid before the time of the sale.

1. Xavier Gobeil.—Lot number 25, range 3.
2. Joseph Tremblay "Gothe".—A farm comprising lots 9a and 9b of Range 1, and the West half of lot number 10 of Range A.

Save to be deducted, in favour of Aïsta Desgagné, widow of François Gagné, or representatives, a parcel of land forming part of lot number 9a of the 1st range, measuring 100 feet in width by whatever depth there may be between the present road and the old road, the West side of the said parcel of land being at about 2

passant à cet endroit et borné comme suit: au nord, par le chemin neuf; au sud, par l'ancien chemin; à l'ouest, par Louis Tremblay ou représentants, ou encore par une ligne droite passant à 2 perches à l'est du gros ruisseau qui se trouve à cet endroit; et à l'est encore par Louis Tremblay ou encore par une ligne droite parallèle à la ligne bornant ledit terrain du côté ouest et distante de 100 pieds de cette ligne.

Sous réserve en faveur de Thadée Tremblay ou représentants, d'un terrain sur lequel était construit un moulin, près de la rivière Saguenay, avec un chemin qui traverse ladite terre sur la profondeur, pour leur permettre d'aller à la mer, ce chemin devant être entretenu par ledit Thadée Tremblay ou représentants, les propriétaires de ladite terre pouvant se servir du chemin et pouvant aussi mettre leur bois sur l'emplacement du moulin.

Sous réserve en faveur des propriétaires des lots 9 et 10 du rang 2, du droit à perpétuité de passer sur ladite terre, dans le chemin actuel, pour communiquer desdits lots au chemin public, mais devront entretenir ledit chemin avec ceux qui en feront usage.

3. Aimé Simard.—Le lot numéro 13 du rang 3.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus décrits sont connus et désignés au plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Harvey et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y a lieu, et avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

4. Charles-Emile Tremblay.—Un terrain connu et désigné sous le numéro 3-36 du cinquième rang, et mesurant environ 14 perches.

5. Philippe Tremblay.—Un terrain formant partie du lot 3-4, rang 5, lequel terrain mesure environ 150 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, par environ 100 pieds de profondeur, du nord au sud, et est compris dans les bornes suivantes: en front, au sud, au chemin public; à l'est, au terrain de Cyrice Potvin ou représentants; et des côtés nord et ouest, au résidu dudit lot N° 3-4 appartenant à Nil Tremblay "Hector".

6. Georges-Aimé Tremblay.—Le lot numéro 28, rang 8.

7. Ludger Tremblay "Eusèbe".—Un terrain formant partie du lot numéro 9a du septième rang, se trouvant au nord-est de la rivière passant à cet endroit et borné de tous les côtés par le résidu dudit lot.

Tous les lots ou parties de lots ci-haut mentionnés, par les numéros d'ordre 4 à 7 inclusivement, sont connus et désignés au plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Tremblay et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachés auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Fulgence, ce troisième jour de septembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
4424-37-2-0 TANCRÈDE TURCOTTE.

perches from the big stream passing at this place and bounded as follows: on the North, by the new road; on the South, by the old road; on the West, by Louis Tremblay or representatives, or again by a straight line passing at 2 perches East of the big stream which lies at this place; and on the East again by Louis Tremblay or again by a straight line parallel to the line bounding the said parcel of land on the West side and distant 100 feet from the said line.

Under reserve in favour of Thadée Tremblay or representatives, of a lot of land whereon was built a mill, near the Saguenay river, with a road crossing the said land on the depth, to permit access to the sea, this road to be maintained by the said Thadée Tremblay or representatives, the proprietors of the said land may make use of the road and may also lay their wood on the emplacement of the mill.

Under reserve in favour of the proprietors of lots 9 and 10 of Range 2, of right, in perpetuity, to pass over the said land, on the present road, to communicate from the said lots to the public road, but they must maintain the said road with those using the same.

3. Aimé Simard.—Lot number 13, of range 3.

All the lots or parts of lots above described are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Harvey and shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

4. Charles-Emile Tremblay.—A lot of land known and designated under number 3-36 of the Fifth Range, and measuring about 14 perches.

5. Philippe Tremblay.—A lot of land forming part of lot 3-4, Range 5, which lot of land measures about 150 feet in width, from East to West, by about 100 feet in depth, from North to South, and is comprised within the following boundaries: in front, to the South, by the public road; on the East, by the land of Cyrice Potvin or representatives; and on the North and West sides, by the residue of said lot No. 3-4 belonging to Nil Tremblay "Hector".

6. Georges-Aimé Tremblay.—Lot number 28, Range 8.

7. Ludger Tremblay "Eusèbe".—A lot of land forming part of lot number 9a of the Seventh Range, lying Northeast of the river passing at this place and bounded on all sides by the residue of said lot.

All the lots or parts of lots above mentioned, numerically from 4 to 7 inclusively, are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Tremblay and shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Fulgence, this third day of September, 1943.

TANCRÈDE TURCOTTE,
Secretary Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } THS. - LOUIS LA-
N° 10147 } POINTE, mar-
chand, du Lac des Habitants, district de Chicou-
timi, demandeur; vs ERNEST ÉMILE TREM-
BLAY, cultivateur, du Lac des Habitants, district
de Chicoutimi, défendeur.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, } THS. LOUIS LA-
No. 10147 } POINTE, mer-
chant, of Lac des Habitants, district of Chicou-
timi, plaintiff; vs ERNEST ÉMILE TREM-
BLAY, farmer, of Lac des Habitants, district of
Chicoutimi, defendant.

Contre le défendeur:

Une terre désignée comme le N° 7, rang Est, canton Rouleau, et toutes bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire (Lac des Habitants), JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1943, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du shérif, Chicoutimi, le 17 août 1943. [Première publication, le 21 août 1943]

Le shérif, RENÉ DELISLE.

Against the defendant:

A farm designated under No. 7, East Range, Township of Rouleau, and all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Rosaire (Lac des Habitants) on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER, 1943, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Chicoutimi, August 17th, 1943. [First publication, August 21st, 1943]

RENÉ DELISLE, Sheriff.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure—District de Kamouraska

N° 15748 } ARMAND CÔTÉ, commerçant, du Lac des Aigles, demandeur; vs JOSEPH DRAPEAU, de la Nativité de Biencourt, défendeur.

Le lot de terre N° 7 du rang 4 du canton Biencourt, dans le comté de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu MERCREDI le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Biencourt.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, 11 août 1943. [Première publication, 21 août 1943]

Le shérif, E. A. DOUCET.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court—District of Kamouraska

No. 15748 } ARMAND CÔTÉ, trader, of Lac des Aigles, plaintiff; vs JOSEPH DRAPEAU, of La Nativité de Biencourt, defendant.

Lot of land No. 7 of Range 4 of the Township of Biencourt, in the County of Rimouski—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of the Parish of Biencourt.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, August 11th, 1943. [First publication, August 21st, 1943]

E. A. DOUCET, Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. District of Québec

Montréal, à savoir: } DAME GEORGIANA N° 12730 } BRUNET, épouse séparée de biens de Wilfrid Gingras, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs WILFRID GINGRAS, défendeur.

Un certain emplacement situé au parc Molson, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 666 de la subdivision officielle du lot numéro 209, (209-666) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte de la Visitation, contenant 25 pieds de largeur par 90 de profondeur, avec maison portant le numéro 6726, rue Delorimier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROIS SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 18 août 1943. [Première publication, 21 août 1943]

Le shérif, L.-P. CAISSE.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Quebec

Montreal, to wit: } DAME GEORGIANA No. 12730 } BRUNET, wife separate as to property of Wilfrid Gingras, duly authorized to ester en justice for the purposes hereof, plaintiff; vs WILFRID GINGRAS, defendant.

A certain emplacement situate at Molson Park, in the City of Montreal, known and designated under number 666 of the official subdivision of lot number 209 (209-666) on the official plan and in the book of reference of the incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring 25 feet in width by 90 feet in depth—with the house bearing No. 6726 Delorimier street.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-THIRD of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, August 18th, 1943. [First publication, August 21st, 1943]

L. P. CAISSE, Sheriff.

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC; N° 574-43 } contre HENRI RODRIGUE, notaire, de la Cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Antoine Drolet, rentier, en son vivant de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

1. Le lot N° 1923 (mille neuf cent vingt-trois) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier St-Roch, de la Cité de Québec, étant un emplacement portant les

QUEBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC; No. 574-43 } against HENRI RODRIGUE, notary, of the city of Montreal, in the judicial district of Montreal, in his quality of testamentary executor of the estate of the late Antoine Drolet, annuitant, in his lifetime of Our city of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

1. Lot No. 1923 (one thousand nine hundred and twenty-three) of the official cadastre for Jacques-Cartier Ward, now St-Roch Ward, of the City of Quebec, being an emplacement bearing

numéros civiques 237 à 241 de la rue St-Vallier, mesurant 50 pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à aller à la cime du coteau Ste-Geneviève, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot N° 149 (cent quarante-neuf) du cadastre officiel pour le quartier St-Roch, de la Cité de Québec, étant un emplacement portant les numéros civiques 325 à 331 de la rue Prince-Édouard, situé à l'angle des rues Caron et Prince-Édouard, mesurant 82 pieds et 7 pouces de front sur la rue Prince-Édouard, 53 pieds et 4 pouces de profondeur sur la rue Caron, 71 pieds de largeur en arrière, c'est-à-dire au sud, et 49 pieds et 2 pouces de profondeur à l'est, le tout plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la Cité de Québec, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 8 sept. 1943.
 [Première publication, 11 septembre 1943]
 [Deuxième publication, 25 septembre 1943]

Le shérif,
 L. LAPIERRE.
 4429-37-2-0

civic numbers 237 to 241 St-Vallier street, measuring 50 feet in front by whatever depth there may be up to the summit of Ste-Genevieve hill—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 149 (one hundred and forty-nine) of the official cadastre for St-Roch Ward, of the City of Québec, being an emplacement bearing civic numbers 325 to 331 of Prince-Édouard street, situate at the corner of Caron and Prince-Édouard streets, measuring 82 feet and 7 inches in front on Prince-Édouard street, 53 feet and 4 inches in depth on Caron street, 71 feet in width in rear, that is to say on the South, and 49 feet and 2 inches in depth on the East, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Québec, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, this 8th September, 1943.
 [First publication, September 11th, 1943]
 [Second publication, September 25th, 1943]

L. LAPIERRE,

Sheriff.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 37

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Hébert vs Poirier..... 1577

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

2583—Employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke..... 1578

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1571

AVIS DIVERS:

Belleterre Quebec Mines, Limited..... 1579

BUREAU-CHEF:

Childs (Quebec) Realty Ltd..... 1579

CHARTRE—ABANDON DE:

D'Arcy & Company, Ltd..... 1580

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Apostolic Church of Pentecost..... 1580

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Joseph de Coleraine..... 1580

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 43-Sp-XV—St-Jérôme... 1580
 Ordonnance N° 43-Sp-XVI—Magog..... 1581

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Repentigny-les-Bains, munic. scolaire... 1582

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Hébert vs Poirier..... 1577

ORDER IN COUNCIL:

2583—Groceries, butcher shops and groceries-restaurants in the city of Sherbrooke..... 1578

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1571

MISCELLANEOUS NOTICE:

Belleterre Quebec Mines, Limited..... 1579

CHIEF-OFFICE:

Childs (Quebec) Realty Ltd..... 1579

CHARTER—SURRENDER OF:

D'Arcy & Company, Ltd..... 1580

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Apostolic Church of Pentecost..... 1580

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Joseph de Coleraine..... 1580

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 43-Sp-XV—St-Jérôme... 1580
 Order No. 43-Sp-XVI—Magog..... 1581

EDUCATION:

Repentigny-les-Bains, school munic... 1582

TRAVAIL:

Barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield.....	1582
Industrie de la construction de Sorel.....	1583
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est.....	1583

TRÉSOR:

Assurances:

The New Zealand Insurance Company Limited.....	1584
--	------

LETTRES PATENTES:

Clarke Place Investments Limited.....	1572
Frank Spain Co. Ltd.....	1573
Hôtel Windsor de Valleyfield Limitée— Valleyfield Windsor Hotel Limited.....	1573
Jean-Baptiste Dubé, Limitée.....	1574
La Piste de Course La Salle, Incorporée..	1574
Les Chantiers Gagnon, Limitée.....	1574
Le Service Familial de Québec.....	1575
Linière Lumber Limited.....	1576
Stanstead Historical Society.....	1576
Three Rivers Fuel & Lumber Ltd.....	1576
Zephyr Radio Corp. Ltd.....	1577

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles.....	1585
----------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Harvey, commission scolaire.....	1585
----------------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Chicoutimi:

Lapointe vs Tremblay.....	1586
---------------------------	------

Kamouraska:

Côté vs Drapeau.....	1587
----------------------	------

Montréal:

Brunet vs Gingras.....	1587
------------------------	------

Québec:

Cité de Québec vs Rodrigue.....	1587
---------------------------------	------

4438-o

LABOUR:

Barbers and hairdressers of Salaberry de Valleyfield.....	1582
Building industry of Sorel.....	1583
Building trades of the Eastern Townships District.....	1583

TREASURY:

Insurance:

The New Zealand Insurance Company Limited.....	1584
--	------

LETTERS PATENT:

Clarke Place Investments Limited.....	1572
Frank Spain Co. Ltd.....	1573
Valleyfield Windsor Hotel Limited— Hôtel Windsor de Valleyfield Limitée.....	1573
Jean-Baptiste Dubé, Limitée.....	1574
La Piste de Course La Salle, Incorporée..	1574
Les Chantiers Gagnon, Limitée.....	1574
Le Service Familial de Québec.....	1575
Linière Lumber Limited.....	1576
Stanstead Historical Society.....	1576
Three Rivers Fuel & Lumber Ltd.....	1576
Zephyr Radio Corp. Ltd.....	1577

APPOINTMENTS:

School Commissioners.....	1585
---------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Harvey, School Commission.....	1585
--------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

Chicoutimi:

Lapointe vs Tremblay.....	1586
---------------------------	------

Kamouraska:

Côté vs Drapeau.....	1587
----------------------	------

Montreal:

Brunet vs Gingras.....	1587
------------------------	------

Quebec:

City of Quebec vs Rodrigue.....	1587
---------------------------------	------

4438-o

